

les Cahiers d'histoire

Cahier n° 77 - Mai 2014 - 25^{ème} année

**1914 - 1918
Le Peuple
sacrifié**



**institut cgt
d'histoire sociale
de haute-savoie**

BP 55 - 29 rue de la Crête
74963 Cran-Gevrier
04 50 67 92 09

www.ihs74.fr

SOMMAIRE

1914-1918 - Le Peuple sacrifié

- Edito
- Guy ANCEY
- Visage de la guerre, impérialisme et nationalisme
- Désertion : lâcheté ou loyauté ?
- Fusillés pour l'exemple
- La Grande Guerre, temps et forme du refus
- Les grèves de 1917 - 1918
- La Grande Guerre et notre bibliothèque
- Nouveautés de la Bibliothèque



Jean-Paul Dunoyer
Secrétaire de l'IHS 74

«Grande» Guerre ...

Grande Haine, gangrène

Vous avez dans les mains un Cahier traitant essentiellement de sujets liés à la Guerre de 1914-1918. Centenaire oblige !

Toutefois nous avons délibérément choisi d'aborder des facettes de l'Histoire de l'époque qui n'ont pas, loin s'en faut, le devant de la scène médiatique, ni hier, ni aujourd'hui.

Par-delà l'histoire dite «officielle» (peut-elle l'être ?), il existe encore beaucoup de thèmes qui ont été le plus souvent occultés, mais qui font partie intégrante de notre Histoire.

Cette «manipulation de l'information» nous ramène à aujourd'hui où le battage médiatique fait aux idées (fausses) propagées par l'extrême-droite, n'a qu'un seul but : faire admettre et subir une crise aux travailleurs pour le plus grand profit des forces de l'argent. Pour ce faire la mise en avant des idées xénophobes, racistes, du rejet de l'autre, sont le cheval de bataille pour diviser encore plus.

Le contenu de ce Cahier, «La Grande Guerre», trouve une réponse bien sûr partielle, dans le poème écrit en 1920 d'un ancien soldat de la Légion Etrangère parlant du soldat inconnu :

*«Qui sait si l'inconnu qui dort sous l'arche immense,
Mêlant sa gloire épique aux orgueils du passé
N'est pas cet Etranger devenu fils de France
Non par le sang reçu mais par le sang versé»...*

... sans faire l'apologie des militaires et de la guerre, ces quelques vers peuvent donner à réfléchir face aux idées de haine et d'exclusion versées par quelques-uns.

Jean-Paul DUNOYER



Guy ANCEY

Un exemple pour tous

Guy n'avait pas 70 ans et il nous a quittés.

Il laisse un grand vide, mais en même temps Guy nous a laissé du boulot et l'ensemble de sa vie militante constitue un héritage qu'il va nous falloir faire fructifier.

Guy, c'était le Camarade avec un grand «C», le Militant avec un grand «M».

Toute sa vie militante, il a su conjuguer l'Humain avec une intransigeance très marquée dès lors que l'on touchait à «la ligne CGT», aux valeurs de notre organisation.

Derrière sa grosse voix, Guy était un être sensible, qui ne supportait pas les querelles de «clochers», les déchirements au sein de l'organisation, très souvent pour des histoires de personnes, de semblant de pouvoir ... d'intérêts personnels ... d'où son souci permanent de rassembler, ce qu'il avait réussi à faire à l'Union Locale du Pays du Mont-Blanc, qui grâce à cela, a gagné toute sa place au sein des structures CGT.

Je ne vais pas reprendre tout son parcours, Guy l'avait résumé dans un livre, où le titre «Une vie syndicale comme une autre» résumait à lui seul sa modestie ... son refus d'être considéré comme ce qu'il était pourtant : un GRAND HOMME.

Guy, dans le fonctionnement de l'Institut d'Histoire Sociale CGT de Haute-Savoie, il va y avoir un maillon manquant, mais nous avons compris le message :

nous ne lâcherons rien !

1914 - Impérialisme et nationalisme : les deux visages de la guerre

Bien que n'ayant pas participé à la Guerre de 1914 - 1918 (je suis né quelques années après l'armistice de Rethondes, signé le 11 novembre 1918), j'essaie ici de donner une courte réflexion sur les causes de cet immense événement, de cette tragédie, qui met fin, pour la France, à ce que les journaux ont appelé «la Belle Epoque» (certes, mais pour qui ?), qui ouvre pour le monde entier le début de la fin d'une civilisation : ce processus n'étant encore aujourd'hui pas terminé, je me demande si j'en verrai la fin, avec la victoire de la Paix et l'élimination des racines de la violence politique et des causes de la guerre.

Depuis Clauservitz (18^{ème} siècle «De la guerre»), nous le savons, la guerre «c'est la continuation de la politique par d'autres moyens». Les conflits politiques entre les états d'Europe ne manquent pas, depuis le dernier tiers du 19^{ème} siècle. La guerre de 1870-1871 entre la France et l'Allemagne a entamé un cycle long, une crise politique de longue durée qui est celle d'un monde capitaliste en plein développement économique dans le cadre de ses contradictions.

Pour la France, après la défaite de 1871, la classe politique dirigeante développe le mot d'ordre revancharde de reconquête de l'Alsace et la Lorraine, alors que la II^{ème} Internationale s'efforce d'organiser les classes ouvrières dans le cadre des solidarités anticapitalistes.

En 1998, l'épisode de Fachoda, au Soudan, a failli déclencher un conflit militaire entre la France et l'Angleterre. Des alliances politico-militaires de grande ampleur se nouent entre certains pays européens, contre d'autres, au travers d'efforts diplomatiques et de rapports de forces qui prennent appui sur les objectifs économiques des grandes bourgeoisies nationalistes.

La recherche des objectifs économiques fondamentaux du grand capital entraîne nécessairement la mise en œuvre de forces productives matérielles et humaines de plus en plus massives et surexploitées.

Le dernier tiers du 19^{ème} siècle et le début du

20^{ème} sont marqués en France dans le même temps par le développement économique et par des crises conjoncturelles (surproduction, sous consommation) ainsi que par des luttes sociales souvent dramatiques (bassins miniers - agriculture) tandis que l'Allemagne s'engage dans le surarmement, en vue d'une politique expansionniste.

Le dernier tiers du 19^{ème} siècle voit l'Allemagne -qui a (symboliquement) scellé son unité le 18 janvier 1871 dans la Galerie des Glaces du Château de Versailles- surgir sur le devant de la scène internationale. Elle s'y installe en tant que grande puissance, forte de sa démographie, de son économie, de son industrie rivale de la France et de l'Angleterre, de son armée, de sa nouvelle marine de guerre.

Jusqu'en 1890 avec Bismarck, puis avec l'empereur Guillaume II, elle fera valoir son ambition de dominer l'Europe puis le monde en développant une idéologie de supériorité nationale, spatiale, raciale et culturelle. Le Parti Social Démocrate (SPD) allemand se rangera majoritairement à cette volonté expansionniste, les révolutionnaires se retrouvant minoritaires et submergés.

Dans les dernières semaines précédant le déclenchement de la guerre et après avoir lutté pour réaliser l'alliance des ouvriers et socialistes français et allemands contre l'impérialisme, Jaurès ne peut que constater l'échec de son combat pour la Paix.

.../...

Son assassinat à Paris au café du Croissant en a fait la victime hautement symbolique de la lutte contre la guerre et pour une civilisation nouvelle, alors que la vague guerrière emporta tout.

La mise en place de structures industrielles et financières concentrées induit de grands mouvements dans les forces dirigeantes. Les pays européens ont besoin d'étendre leur domination au monde entier. C'est alors que se développent (à partir de bases déjà existantes, mais avec une ampleur inégalée) les grands empires coloniaux de la France et de l'Angleterre, en Afrique, en Chine, en Inde, en Extrême Orient. L'Italie cherche à s'établir dans ce marché. L'Allemagne avec ses possessions en Afrique, reste la parente pauvre des grandes puissances colonisatrices ; elle réclamera sa part dans le partage du monde. Déjà dans le peuple allemand et dans la conscience collective se trouve en germe le complexe d'infériorité face aux impérialismes franco-anglais...

Les prémices de la guerre distillent leur poison nationaliste des deux côtés du Rhin. Les partis socialistes ont finalement cédé à la folie guerrière.

En France, les luttes sociales et politiques sont intenses et diversifiées avec leurs impacts idéologiques qui se radicalisent, entre classe ouvrière et ses organisations, syndicales, politiques, religieuses, intellectuelles (l'affaire Dreyfus) culturelles, d'une part et l'idéologie dominante diffusée par divers canaux, exploitant à la fois patriotisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le conservatisme, tous les préjugés et les fatalismes, en même temps qu'apparaissent des valeurs nouvelles : le progrès, la République, l'égalité, l'éducation, la culture ; un brassage social et culturel inédit dans l'Histoire de la France, porteuse de l'héritage du 18^{ème} siècle, de la révolution française et des révolutions ouvrières du 19^{ème} siècle ; d'où l'extrême complexité de la formation de la conscience collective française.

Ces affrontements sont à mettre en lien avec les transformations structurelles et culturelles de la société française, avec l'industrialisation et l'urbanisation, la constitution de grands centres de formation ouvriers et d'une classe ouvrière puissante qui seront le moteur du développement de la France. Dans le même temps, le mouvement sera mis en branle par un essor scientifique et culturel (l'École laïque, l'Université) que les organisations syndicales et politiques mettront au

centre de leur combat. Le système des coopératives est une tentative de gestion dans le cadre du système capitaliste.

La lutte du mouvement pacifiste n'a pas permis de faire échec aux puissances impérialistes dans leur recherche de réalisation de profits et d'accumulation financière. Ce capitalisme avait besoin de la guerre pour faire face aux luttes des forces révolutionnaires montantes dans chaque pays et au niveau international, et pour résoudre ses propres contradictions.

L'impérialisme a déclenché la guerre. La victoire remportée contre l'Allemagne en 1918, si elle a sauvé la France d'un lourd tribut, d'un démembrement, a ouvert une courte période de paix, marquée par deux événements radicalement opposés en 1933, l'avènement de Hitler au pouvoir en Allemagne et en 1934-1936 en France, le combat antifasciste et le Front Populaire.

Rien n'était écrit, tout était en germe ; les luttes font l'Histoire.

L'histoire du système capitaliste est tissée de contradictions entre développement et crises, entre forces productives et institutions, entre réalités, consciences et idéologies. Les transformations du capital au 20^{ème} siècle, imbriquées dans les rivalités entre états, dans les luttes sociales et politiques, les révolutions scientifiques et technologiques, ont débouché sur la crise du système capitaliste tout entier : nous la vivons aujourd'hui.

• Roland FARRÉ

Quelques noms d'auteurs (parmi tant d'autres) révolutionnaires (ou presque) :

- Emile Zola : *Germinal* ; *J'Accuse* (l'affaire Dreyfus)
- Jean Jaurès : *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ; *L'Armée nouvelle*
- Lénine : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*
- Romain Rolland : *Journal, l'âme enchantée*
- Henri Barbusse : *Le Feu*
- Paul Valéry : *Ecrits politiques «Nous, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortels»*
- Aragon : *Les cloches de Bâle*
- Roger Martin du Gard : *Les Thibault*

Ils nous font vivre l'Histoire ...

Désertion : lâcheté ou loyauté ?

Dans les deux exemples suivants quelque peu différents, plusieurs raisons poussent à la désertion ou plutôt à l'insoumission. La notion d'insoumission est souvent confondue avec celle d'objection de conscience ou de désertion.

L'objection est décidée préalablement à l'enrôlement. La désertion ne concerne que les militaires abandonnant leur poste (ou déclaré comme tel) que ce soit en temps de guerre ou de paix.

L'insoumission est un refus d'exécuter "l'ordre de route" à sa réception . Elle est le propre d'un refus souvent plus idéologiquement élaboré que l'objection.

En ce sens elle est plus qu'une réflexion sur la guerre ou sur la violence, et son application concrète vise à faire poser les problèmes de l'armée en même temps que ceux de la société dans laquelle elle s'insère.

Le cas des canadiens francophones illustre un côté méconnu des désertions lors du conflit de 1914-1918 :

Les canadiens francophones déserteurs constituent un élément peu connu de la 1ère guerre mondiale que Patrick Bouvier a traité dans son livre: : ***Déserteurs et insoumis Les Canadiens français et la justice militaire (1914-1918)***.

Ce sont 148 francophones passés en cour martiale . 61 sont reconnus déserteurs et 7 seront fusillés.

Il faut se pencher sur l'origine de la formation de l'armée canadienne qui, rappelons-le fait alors partie d'un Dominion relevant de la Couronne Britannique. Jusqu'en 1914 l'armée canadienne ne disposait que de 3000 hommes. Par conséquent ceux qui s'enrolaient le faisaient par engagement volontaire.

Tout ceci va changer quand en 1917 La grande-Bretagne demande plus d'effectifs au Canada pour l'effort de guerre. La conscription, jusque là inconnue,



va être adopté en Août 1917. L'annonce de ce projet provoque des émeutes à Québec et se solde par la mort de 4 manifestants.

A la suite de ces mouvements, la possibilité de faire appel de la conscription est admise devant les tribunaux.

.../...

Les motifs admis sont entre autres: un état de mauvaise santé , la poursuite d'études servant à l'intérêt national, l'objection de conscience

Ainsi donc les tribunaux locaux ont accordé des exemptions à 90% et plus pour l'ensemble du pays, la palme revenant au Québec avec 95% de dispenses.

Il n'est pas étonnant que ceux qui n'ont pas pu être exemptés aient eu ce sentiment d'injustice tout au

long de leur incorporation et aient été amenés dans les conditions exécrables de vie des tranchées à un refus de monter au combat.

Ainsi donc ce qui a été validé comme de la lâcheté ou un manque de sens patriotique n'est en fait qu'un refus de la société canadienne à s'imposer la conscription.

Un autre élément est fourni par ce courrier d'un soldat de la 1^{ère} guerre mondiale à sa femme illustrant le moment où se produit la rupture avec l'ordre établi :

Le 30 mai 1917

Léonie chérie

J'ai confié cette dernière lettre à des mains amies en espérant qu'elle t'arrive un jour afin que tu saches la vérité et parce que je veux aujourd'hui témoigner de l'horreur de cette guerre.

Quand nous sommes arrivés ici, la plaine était magnifique. Aujourd'hui, les rives de l'Aisne ressemblent au pays de la mort. Nous sommes sales, nos frusques sont en lambeaux. Nous pataugeons dans la boue, une boue de glaise, épaisse, collante dont il est impossible de se débarrasser. Les tranchées s'écroulent sous les obus et mettent à jour des corps, des ossements et des crânes, l'odeur est pestilentielle.

Tout manque : l'eau, les latrines, la soupe. Nous sommes mal ravitaillés, la galetouse est bien vide ! Un seul repas de nuit et qui arrive froid à cause de la longueur des boyaux à parcourir. Nous n'avons même plus de sèches pour nous réconforter parfois encore un peu de jus et une rasade de casse-pattes pour nous réchauffer.

Nous partons au combat coiffés d'un casque en tôle d'acier lourd et inconfortable mais qui protège des ricochets et encombrés de tout l'attirail contre les gaz asphyxiants. Nous avons participé à des offensives à outrance qui ont toutes échoué sur des montagnes de cadavres. Cette guerre nous apparaît à tous comme une infâme et inutile boucherie.

Le 16 avril, le général Nivelle a lancé une nouvelle attaque au Chemin des Dames. Ce fut un échec, un désastre ! Partout des morts ! J'ai descendu la butte en enjambant les corps désarticulés, une haine terrible s'emparant de moi.

Cet assaut a semé le trouble chez tous les poilus et forcé notre désillusion. Depuis, on ne supporte plus les sacrifices inutiles, les mensonges de l'état major. Tous les combattants désespèrent de l'existence, beaucoup ont déserté et personne ne veut plus marcher. La semaine dernière, le régiment entier n'a pas voulu sortir une



Siné (L'Express, juillet 1960)

nouvelle fois de la tranchée, nous avons refusé de continuer à attaquer mais pas de défendre.

Alors, nos officiers ont été chargés de nous juger. J'ai été condamné à passer en conseil de guerre exceptionnel, sans aucun recours possible. La sentence est tombée : je vais être fusillé pour l'exemple, demain, avec six de mes camarades, pour refus d'obtempérer. En nous exécutant, nos supérieurs ont pour objectif d'aider les combattants à retrouver le goût de l'obéissance, je ne crois pas qu'ils y parviendront.

Comprendras-tu Léonie chérie que je ne suis pas coupable mais victime d'une justice expéditive ? Je vais finir dans la fosse commune des morts honteux, oubliés de l'histoire. Je ne mourrai pas au front mais les yeux bandés, à l'aube, agenouillé devant le peloton d'exécution. Je regrette tant ma Léonie la douleur et la honte que ma triste fin va t'infliger.

Eugène ton mari qui t'aime tant

Aujourd'hui :

Le parallèle peut être établi entre ces exemples du conflit de 14-18 et ce qui se passe dans nos entreprises .

Ainsi, pour ne citer que La Poste les exemples récents démontrent que l'insoumission est vite réprimée comme le témoignent les récits suivants :

- Chateaufort (département du Cher) :

3 agents de La Poste comparaissent en conseil de discipline pour avoir distribué des tracts en-dehors des horaires de travail afin d'inviter la population à un débat public sur la réorganisation de leur centre courrier.

Ce débat voulait mettre en avant les effets néfastes de cette réorganisation sur les missions de service public.

- Perthuis (département du Vaucluse) :

Suite à une revendication légitime du paiement des heures supplémentaires, La Poste sanctionne le personnel gréviste. Elle convoque en commission de discipline 3 militants CGT.

Selon la Directrice ils ont franchi la ligne jaune, ils doivent être sanctionnés.

-Annecy :

Plus près de nous un camarade CGT (conseiller du salarié) s'est vu notifier une procédure de licenciement au motif qu'il dénigrait l'entreprise La Poste.

Il avait simplement expliqué aux usagers les raisons de la mauvaise qualité du courrier liées aux restructurations et à la diminution des emplois.

Un salarié qui n'admet pas le bradage du service public et qui l'exprime est-il considéré comme un déserteur ou un insoumis vis-à-vis de l'entreprise ?

Dire haut et fort que si la qualité de service n'est plus au rendez-vous, en raison des suppressions d'emploi est-ce passible d'un licenciement ?

Ramener du courrier au Centre de distribution parce que la tournée est trop chargée et que les heures supplémentaires ne sont pas payées est-ce une raison pour passer devant un conseil de discipline ?

Prendre la parole sur le lieu de travail pour dénoncer ce que tout le monde pense tout bas est-ce un crime qui justifie cet acharnement ?



Monument aux Morts St-Martin d'Estreaux (42)

Pour revenir à 1914-1918, ces soldats, fusillés pour l'exemple, avaient décidé de dire non à une situation qu'ils estimaient injuste ou absurde.

Que ce soit le refus de la conscription pour les canadiens soumis aux conditions de vie déplorables dans les tranchées, ou que ce soit pour le soldat Eugène qui refuse ce gâchis humain, à un certain moment, il se produit une étincelle, qui fait que l'individu passe du côté de l'insoumis et que les militaires vont traduire comme déserteur.

Pour nos camarades postiers cette insoumission est une loyauté vis-à-vis des valeurs initiales qu'ils leur semblaient être importantes à savoir la défense du service public, la distribution 6 jours sur 7 sur l'intégralité du territoire national.

Fusillés pour l'exemple

De tout temps, les hommes ont osé se mutiner contre les ordres donnés. Mais qui étaient donc ces hommes, combattants de la guerre 14-18, pour avoir bravé leur hiérarchie ? Des lâches ? Non, juste des êtres humains qui se rendaient bien compte que leur vie ne comptait pas, que des milliers d'entre eux laissaient leur vie dans les champs de bataille, que des millions d'autres se retrouvaient mutilés.

Et malgré cette hécatombe, cette hiérarchie galonnée continuait à les envoyer se faire faucher par la mitraille pour reprendre une tranchée, un piton que l'ennemi reprenait le lendemain.

Nombreux de ces hommes étaient des jeunes qui avaient quitté leur village, beaucoup de paysans qui laissaient femmes et enfants pour défendre leur pays.

Et de voir toute cette boucherie, ces ordres imbéciles qui les envoyaient se faire massacrer, certains, plus visionnaires que d'autres ne voulaient pas être tués inutilement ; alors ils se sont révoltés contre cette tuerie humaine.

Par contre, cette fronde qui commençait à avoir lieu sur les champs de bataille pouvait s'étendre dans tout le pays. Alors, ils ont été désignés à passer en conseil de guerre pour refus d'obéissance. **741 fusillés pour l'exemple.**

Comme toujours toujours, pour asseoir son pouvoir, on n'hésite pas à sacrifier des hommes. Anatole

France disait : **«on croit se battre pour la Patrie, et on se bat pour des marchands de canons».**

Ces hommes sont partis pour défendre leur pays, pas pour servir de chair à canon ; mourir pour un idéal peut se concevoir, mais de jeter littéralement des hommes pour combattre l'inutile, tout être humain bien constitué ne le conçoit pas.

Ce sont ces hommes, ces fusillés que nous devons réhabiliter, certains diront que cent ans ont passé et que c'est inutile ; ces hommes ont été passés par les armes pour avoir compris que cette guerre n'était qu'une folie ; notre mémoire collective se doit d'être rafraîchie ; cette décision pour les réhabiliter ne peut être que politique.

Si nous voulions faire un parallèle, nous pourrions prendre l'exemple de nos camarades syndicalistes de Roanne que l'on traduit devant les tribunaux pour avoir refusé de donner leur ADN.

Certes, l'époque a changé, et pourtant on retrouve toujours les mêmes méthodes pour tenter de faire peur, d'empêcher que le mécontentement ne grandisse.

Hier, c'étaient les poilus que l'on fusillait, que l'on refuse de réhabiliter, aujourd'hui, ce sont les dizaines de militants CGT que l'on traduit devant la justice et auxquels le gouvernement refuse la loi d'amnistie.

Justice doit être faite pour ceux à qui on a pris la vie entre 14-18 et ceux qui, aujourd'hui, ont milité pour vivre mieux.

Le combat engagé pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple rejoint celui de tous les militants.

• Jean-Claude BIBLOQUE



La Grande Guerre : temps et formes du refus

Dans l'historiographie de la Grande Guerre, la désobéissance à la guerre a vécu pendant près de 70 ans dans l'ombre de l'Union sacrée. L'accès à des sources longtemps protégées explique en grande partie ce silence.

Du début du conflit, la guerre, et jusqu'au printemps 1917, en toute connaissance des risques encourus, progressivement beaucoup d'hommes ont osé dire non, individuellement, puis progressivement de manière collective, sous les formes les plus diverses.

Des menaces de guerre à l'épreuve du feu

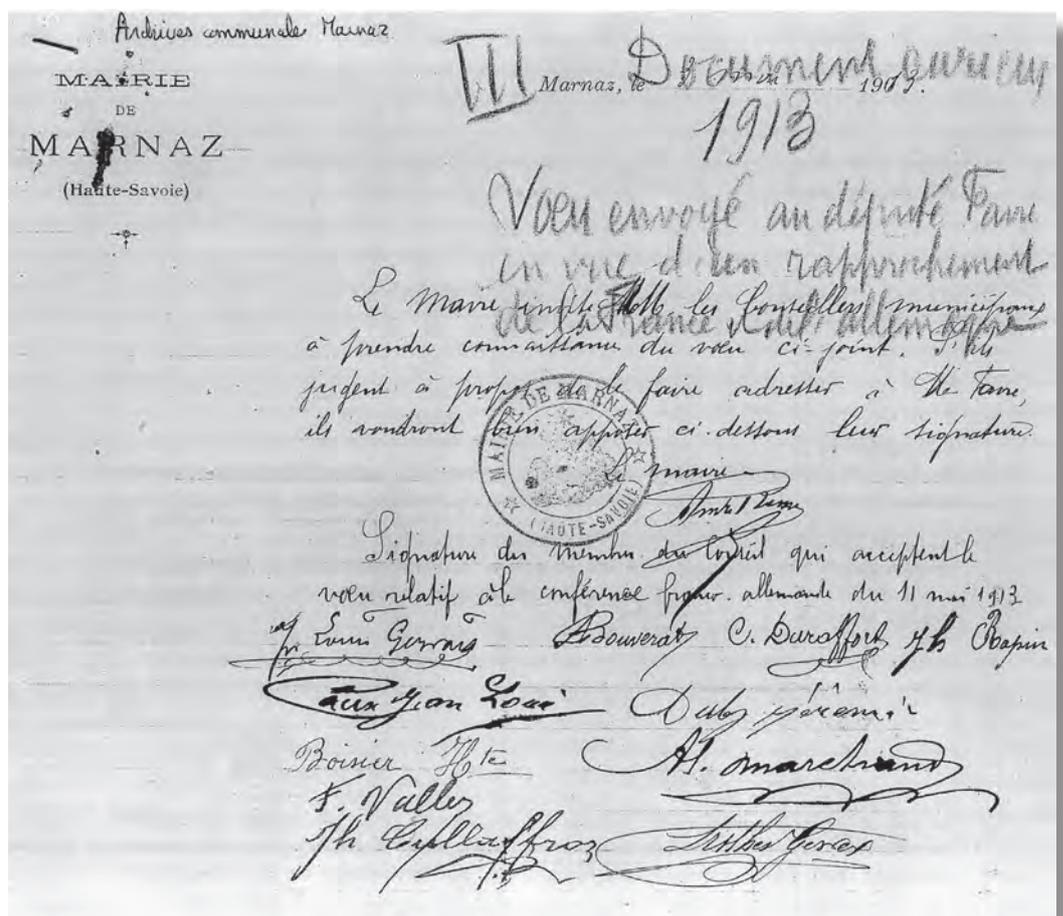
C'est avec la promulgation de la loi du 7 Août 1913, dite «Loi des trois ans» qui prévoit d'allonger d'une année le temps d'incorporation, que devient visible la menace d'un grand conflit. Dès l'annonce du projet, les opposants organisent des manifestations de partout.

Le 27 Avril 1913, en présence du député de la Seine, Dejeante, et de Philippe Navarro délégué de la Fédération socialiste des Deux Savoie, 800 personnes se rassemblent à Chambéry.

Le 3 Mai, dans le cadre de la Conférence interparlementaire franco-allemande qui doit se réunir à Berne une semaine après, 11 conseillers municipaux de Marnaz s'adressent au député Favre en exprimant leur souhait d'un rapprochement avec l'Allemagne.

Le 3 Juin d'autres manifestations contre la loi sont signalées à Saint-Julien et Bonneville (1). On sait la suite, ces manifestations n'empêcheront pas le conflit, mais les refus de la guerre prendront d'autres formes.

.../...



Dès la fin de la bataille des frontières, les soldats se sont trouvés immobilisés dans des tranchées improvisées.

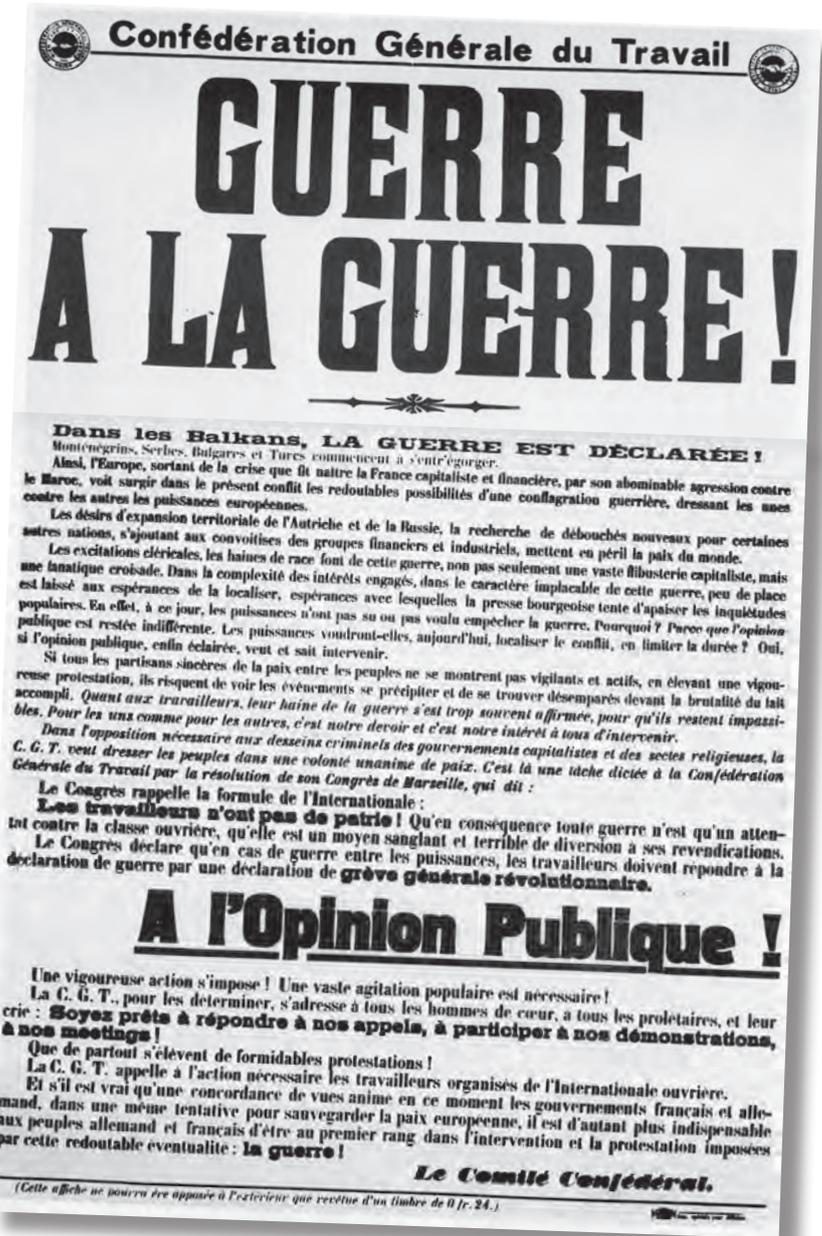
Du coup à quelques mètres les uns des autres, l'ennemi prend figure, il a un visage, parfois un prénom. Ces ennemis sont des hommes qui vivent le même drame, alors on fraternise ! Le cas le plus connu est celui de Noël 1914. Le Journal de la Marche et d'Opérations (JMO) du 99^e RI, une unité alpine, relate l'événement avec une précision rare. La trêve débute le 24 Décembre à 13 h et se termine le 9 Janvier, lorsque pour y mettre fin, les officiers des deux camps décident de faire parler l'artillerie. Cependant, au cours de ces deux semaines, les soldats ont largement eu le temps déchanger, de se voir, parler de cette guerre qui n'est pas la leur. Pour autant, ces pauses pacifiques sont loin d'être des cas isolés et se renouvelleront tout le long du conflit, en compagnie d'autres stratégies.

De la stratégie individuelle à l'action collective

Faut-il le rappeler, le bilan humain de la guerre a été particulièrement lourd. Face à un tel carnage, apparaissent rapidement des stratégies destinées à éviter la mort ou de la retarder. «*Sur les 800 hommes qu'on est au bataillon, il y en a déjà le quart qui ont attrapé 25 jours de prison dont 12 de cellule pour être arrivés avec 24 heures de retard de permission*» écrit Delphin Quey à ses parents le 4 Mai 1916 (2). Les jours de prison et les retards comme autant de répit ? Probablement. Mais d'autres ne rentrent pas du tout ou alors ils ne se présentent pas à la date de leur incorporation.

Une liste nominative datée du 24 Décembre 1915 indique 7 cas d'insoumission au moment de leur incorporation (3). Une autre de 27 hommes associant déserteurs et insoumis, dans laquelle figure Pierre Chappaz, dont on sait qu'il a été fusillé le 23 Novembre 1914, figure aux ADHS (4).

Encore plus fréquentes sont les tentatives de se soustraire à la guerre en cherchant une affectation à l'arrière provisoire ou définitive. Ainsi, le 16 Novembre 1915, un député écrit au Préfet afin qu'il



interviewe auprès du Commandant du 9^e Hussard pour faire accorder une permission à Sylvain P. en garnison à Chambéry (5). Mais le souhait de se soustraire au feu ennemi peut conduire également à d'autres solutions. «*L'éclat a percé la vareuse et n'a pas atteint la peau malheureusement et ce n'est pas assez grave. Je voudrais aller rendre visite à quelques hôpitaux*», écrit encore une fois D. Quey le 24 Mars 1917.

A partir du printemps 1915, la désobéissance s'appuie sur des valeurs plus solides, celles de l'égalité citoyenne devant le devoir. Emblématique est le cas de l'affaire dite de Flirey, qui enverra devant le peloton d'exécution quatre soldats du 63^e RI. Pour l'attaque du 18 Avril, la 5^e Cie. du régiment est choisie par tirage au sort.

Mécontents de la méthode retenue «*car elle ignore le principe du tour de service*», les soldats concernés refusent de sortir de la tranchée. En effet ce n'était pas leur tour. Le Capitaine reconnaît que les récriminations de ses hommes sont fondées. Mais le Général Delétoille, commandant du corps d'armée, exige de faire passer toute la compagnie devant une mitrailleuse en action à titre d'exemple.

Après un tragique marchandage, cinq soldats seront tirés au sort pour être traduits devant le Tribunal militaire. Parmi eux, un homme sera acquitté et les quatre autres exécutés le 20 Avril.

Cependant, une ombre lourde plane sur la désignation de Baudy et Prévost, deux des quatre soldats exécutés. Les deux hommes adhérents de la CGT. Passés par les armes en raison de leurs activités syndicales ? Difficile de l'exclure, car dans la chasse aux coupables, les «meneurs» figurent aux premières places. Le 29 Juin 1934, la Cour Spéciale de Justice Militaire annule le jugement rendu le 19 Avril 1915 et les réhabilite.

L'arrière et le front en grève contre la guerre

Une opposition large et résolue contre la guerre apparaît dès l'année 1917. A l'arrière les grèves se multiplient aussi bien sur les chantiers que dans les usines. Les raisons ne manquent pas. A la mort qui frappe largement dans de nombreux foyers s'ajoutent les difficiles conditions de vie. La liste est longue des arrêts de travail signalés par les services de l'Intérieur. En voici quelques exemple (6) :

- le 4 Juin à la Manufacture d'Annecy et des Tissages de Cran-Gevrier
- le 6 Juin à la Bonneterie Haase à Annecy
- le 11 Juin aux usines du Val de Fier à Seyssel
- le 18 Juillet c'est au tour des ouvriers maçons et mineurs travaillant à l'Aiguille du Midi
- le 20 Juillet le mouvement touche les ouvriers de l'entreprise Guelpa.

Sur le front, les mutineries de Mai-Juin 1917 figurent parmi les événements majeurs de la Grande Guerre.

On estime le nombre de mutins entre 60 000 et 90 000, chiffres significatifs de l'ampleur du refus.

Tout aussi important est le fait que ces milliers d'hommes aient osé défier la discipline militaire avec le risque de finir devant un peloton d'exécution.

Encore une fois les unités alpines ont été traversées par ces mouvements, notamment les 159^e et 97^e RI, puis les 57^e, 60^e et 61^e BCP. La rébellion mènera à la mort 29 hommes parmi lesquels Victor Degouet et Joseph Louis Bonniot tous les deux incorporés au 159^e RI. Encore des «meneurs» comme les a qualifiés la dite «justice militaire».

Aujourd'hui, on attend encore la réhabilitation de tous ceux qui ont payé de leur vie le refus de la guerre.

Les adversaires de ce retour en dignité tentent d'opposer ceux qui sont tombés par le feu ennemi à ceux morts par les armes de leurs compatriotes.

Une distinction que nous ne partageons pas. Les uns et les autres ont fait preuve de courage d'autant plus que le courage du refus s'accompagnait plus certainement encore de la condamnation à mort.

• Mino FAÏTA

(1) ADHS 4 M 11è

(2) Jacques Lovie - Poilus savoyards 1913-1918 Montmélian 1981 - p.168

(3) Archives Municipales de Marnaz

(4) ADHS 2 R 66

(5) ADS 321 R 24

(6) Cahiers de l'Histoire de l'IHS 74 N°52

LES GRÈVES

de 1917 et 1918

En cette année de centenaire, la Grande Guerre va être disséquée sur toutes ses faces ; la part belle sera faite aux combats, aux combattants, à leurs écrits, à leurs souvenirs et à ceux des militaires.

Pour l'IHS 74, nous avons voulu essayer d'aborder un sujet qui n'a pas beaucoup été traité, voire pas du tout : les actions revendicatives et le mouvement social pendant les années 1917-1918.

Dans cette période, les pays belligérants comme l'Allemagne, l'Angleterre, la France, seront le théâtre de nombreuses actions de grève qui n'auront pas toujours la même cause ; dans ces actions, le mouvement pacifiste n'a que peu d'importance, celle-ci grandira un peu plus par la suite après les actions sur le front en Mai et Juin 1917.

La guerre de 1914 dure déjà depuis deux ans et demi ! Pour un conflit que tout le monde prédisait court, «la fin au plus tard à Noël», cela devient un tantinet long. La France s'est enfoncée dans la guerre. Quand nous disons la France, il faut comprendre les soldats bien sûr, mais aussi tout le peuple qui, à l'arrière, vit et subit l'économie de guerre, en particulier les femmes, dont un nombre grandissant de veuves.

Si l'on veut essayer de comprendre les mouvements sociaux de cette période, il est nécessaire de revenir au début du conflit. Sans reprendre les causes de la guerre, rappelons que le 31 Juillet 1914 Jean Jaurès est assassiné par Raoul Villain, nationaliste proche de l'extrême droite et déséquilibré.

Jaurès, leader socialiste, était la figure emblématique du «pacifisme» farouchement opposé à la guerre, il avait derrière lui une partie de l'opinion de gauche dans le courant socialiste de l'époque.

Lors de ses obsèques, Léon Jouhaux, Secrétaire de la CGT se rallie à «l'union sacrée» malgré une position opposée du syndicat (25 février 1913 sortie d'un manifeste antimilitariste, 27 juillet 1914 manifestation contre la guerre à Paris). Rappelons que l'union sacrée a été un mouvement de

rapprochement de toutes les tendances politiques, oubliant leurs différences, pour tendre à un seul objectif, la guerre. Des mouvements similaires eurent lieu en Angleterre, en Russie, et aussi en Allemagne (Burgfrieden). Ce ralliement évitera l'arrestation des syndicalistes qui étaient fichés dans le «Carnet B», liste des espions, mais aussi des opposants à la guerre, liste détenue par la gendarmerie dans tout le pays.



.../...

Début 1915, les pacifistes de la CGT emmenés par Pierre Monatte, Alfred Rosmer et Adolphe Merrheim, quittent les instances confédérales pour s'opposer à ce ralliement. Le mouvement syndical sort affaibli de cette adhésion à l'union sacrée, la CGT perd 50 000 adhérents, et de ce fait les mouvements revendicatifs sont dans années-là, très limités. Rappelons ici que dès Juillet 1915, une fraction minoritaire de la CGT, autour de Louise Saumoneau, Hélène Brion et Pierre Monatte, forme «un comité intersyndical d'action contre l'exploitation des femmes». Ce mouvement n'est pas à l'époque, loin s'en faut, partagé par les instances de la CGT.

Il faut attendre l'année 1916 pour voir quelques actions dans les fabriques d'armement. 81 ouvrières des usines Dion à Puteaux, se mettent en grève suite à une modification de la rémunération : payées aux pièces, on leur ajoute une machine supplémentaire sans modification de salaire. Après 10 jours, elles gagnent (à noter, une aide financière importante des syndicats de la métallurgie). C'est d'ailleurs à cette époque que se crée le syndicat des métaux de la région parisienne, qui deviendra en 1919 le syndicat unique des métaux.

L'année 1917 commence par un froid exceptionnel et persistant. La Seine est gelée, et même en Avril le thermomètre descend parfois en-dessous de 0°. Les difficultés de vie se font de plus en plus présentes, les prix augmentent considérablement, et face à cela des mouvements de grève se déclenchent pour des augmentations de salaire et des améliorations des horaires de travail. Ces mouvements, presque tout le temps à l'initiative des femmes, sont toujours spontanés; l'organisation syndicale vient le plus souvent en soutien et lors des négociations.

Cette première vague de grève touche principalement les usines de la région parisienne travaillant pour l'armement (fabrique d'obus, de cartouches, de matériel d'optique, etc.) ; il faut dire aussi que l'armement est le moteur de l'industrie à cette époque. Autre éclairage, si ces conflits sont souvent à l'initiative des femmes, c'est pour deux raisons : la première est que ces sont souvent les seules «à faire bouillir la marmite», la seconde est que les hommes qui travaillent avec elles sont «des réquisitionnés sur place» ; ceux-ci, à tort ou à raison passent pour des «planqués» et leur combativité sociale s'en trouve bien émue.

Nous arrivons au printemps 1917 et à l'offensive sanglante d'Avril aux Chemins des Dames. Comme on le sait, c'est après cette période qu'auront lieu les refus d'attaquer de certains combattants, avec en corollaire les fusillés «pour l'exemple».

Dès mars de nombreuses grèves voient le jour dans tout le pays : à Roanne, toutes les usines textiles sont dans l'action, à la cartoucherie de Valence le 14 Mai, on dénombre 2 500 grévistes, à Rennes le 5 Juin deux à trois mille ouvrières de l'arsenal sont aussi dans l'action. Même si on ne peut pas parler de grève générale, il y a généralisation de l'action de fin Mars à Juin avec un temps fort fin Mai. On ne peut pas passer sous silence la grève des midinettes, ouvrières de la haute couture à Paris. Celle-ci est vue d'un œil bienveillant par la presse et le pouvoir et a occulté les autres actions des femmes pour leur survie.



La grève des midinettes

Il faut rappeler aussi que la revendication «pacifiste» n'apparaît timidement qu'à la fin Mai, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de vie restant les principales revendications.

Pour l'année 1917, on a répertorié 694 grèves sur l'économie de guerre.

Ces actions ont permis, outre des augmentations de salaire, la mise en place d'un taux salarial fixe, de délégués d'atelier, de protocole d'arbitrage des conflits, ainsi que la semaine anglaise (samedi après-midi chômé), ceci progressivement dès 1917 et en 1918.

.../...



En solidarité ... pour le pinard des poilus

L'année 1918 voit de nombreuses actions dès la mois de Janvier, à Lyon, puis en Mai à Paris chez Renault d'abord et ensuite dans toute la métallurgie (10 000 grévistes dans les usines de guerre). En Mai toujours, à Bayonne (Forges de l'Adour 3 000 grévistes) et à Saint-Etienne, à Bourges et encore à Lyon. Clémenceau, président du Conseil, va réprimer sévèrement tous ces mouvements. Ceci ne diminuera pas leur nombre, rien que sur Paris on dénombre 161 grèves pour l'année 1918.

Si l'on devait tirer quelques caractéristiques communes à ces actions de 1917-1918, on s'aperçoit qu'elles sont très souvent spontanées, suite aux énormes difficultés de la vie à l'époque, qu'elles sont, comme nous l'avons déjà dit, le fait des femmes, que l'organisation syndicale ne vient qu'après le déclenchement pour coordonner et aider à la négociation. De par ces traits spécifiques, ces actions ont amené, même si ce n'est pas évident, des réflexions et des changements profonds au mouvement syndical, cela sur plusieurs points. Le premier est la perception du rôle des femmes dans la production, le second posera le problème de l'adhésion à l'Union Sacrée, et en corollaire l'attitude du mouvement syndical face à la guerre, tenant compte du mouvement pacifiste qui se renforce.

Sur le travail des femmes, la fin de la guerre ramènera les ouvriers du front et une partie des syndicalistes jugera qu'en fonction du chômage, la place de celles-ci est à la maison. Il faudra attendre le milieu des années 20 pour que le rôle de la femme dans

la production mais aussi dans le syndicalisme soit admis par un plus grand nombre.

Sur la position de la CGT face à l'Union Sacrée, on a vu qu'en 1915 les opposants à cette adhésion ont quitté les instances dirigeantes de la confédération. En 1918, et suite aux actions que l'on vient de citer, le mouvement pacifiste est un peu plus présent, surtout à cause d'un ras-le-bol de la guerre, de ses morts et de ses privations. De ce fait on retrouve deux courants qui s'affrontent au sein de la CGT : d'un côté le courant confédéral mené par Jouhaux, Merrheim, Bidegaray, qui soutient toujours le ralliement à l'Union Sacrée jusqu'à la victoire ; de l'autre le courant minoritaire emmené par les CDS (Comités de défense Syndicalistes). Ceux-ci sont plus revendicatifs et en même temps partisans d'une paix rapide et négociée.

Cette dualité, qui d'ailleurs existait à un degré moindre depuis 1915, se concrétisera par le refus de la direction confédérale de convoquer un congrès (rappelons que le dernier a eu lieu en 1912).

Après bien des tergiversations, celui-ci aura lieu du 15 au 18 Juillet 1918 à Versailles. Il se terminera par un compromis : l'Union Sacrée est abandonnée au profit d'une politique revendicative plus marquée. Toutefois de profondes différences restent sur le problème de la paix et des moyens d'y arriver : par la négociation ou par la victoire.

L'épuisement de l'armée allemande qui elle, bien sûr, n'a pu bénéficier de l'arrivée de près d'un million de soldats américains, amènera cette paix de victoire.

De tout ceci restera pour la CGT les germes de la scission de 1921, et pour les pays d'Europe le Traité de Versailles qui sera, l'histoire nous l'a appris, le berceau du nazisme et de la seconde guerre mondiale.

ET EN HAUTE-SAVOIE

Il faut tout d'abord se rappeler que la Haute-Savoie n'est française que depuis 54 ans, et que la zone franche lui donne une identité spéciale ; il n'y a pas, par exemple, unicité des prix dans le département pour certains produits. La proximité de la Suisse où les pacifistes vont se réunir pendant la guerre

.../...

(Genève, Zimmerwaldien, Kiental), accentue encore ce particularisme. De ce dernier fait, les forces de police sont importantes et mobilisées.

Nous ne possédons quasiment pas d'archives du mouvement syndical dans cette période et nos sources sont principalement les rapports de police et les écrits de la Préfecture.

Avant le début de la guerre, l'année 1914 est calme du côté des conflits sociaux. Les sous-préfets de Bonneville, Saint-Julien, Thonon notent : *«qu'il n'existe aucun différend entre patrons et ouvriers»*. Une seule exception, une grève de deux jours en Juillet 1914 chez les maçons et mineurs de l'Entreprise de l'Aiguille du Midi.

A partir de cette date, rien à signaler jusqu'au ... 4 Juin 1917. Ce jour-là arrêt de travail à la Manufacture de Filature et de Tissage Saint-Claire à Annecy, filiale de l'usine de tissage de Cran : 46 ouvrières sur 330 n'ont pas repris le travail. Les ouvriers et ouvrières de la manufacture Laeuffer (110 personnes) entrent dans le conflit pour le même motif : augmentation journalière de 1 Fr suite à la vie chère. L'usine de Cran par solidarité se met aussi en grève le 5 Juin. Le lendemain fin du conflit suite à une augmentation de 0,50 cts. Dans le même temps à la Manufacture Bonneterie Haase 44 ouvrières sur 60 sont en grève ; le travail reprend le 9 Juin avec 0,25 cts d'augmentation.

le 11 Juin, grève aux Usines du Val du Fier à Seyssel, suite à une dispute entre un ouvrier espagnol et un ouvrier chinois ; le travail reprend assez vite mais on notera la forte proportion de travailleurs étrangers dans cette entreprise (130) ; on voit bien par ce fait que les forces vives du pays sont en majorité au front. On retrouvera dans cette entreprise qui travaille à la construction d'un barrage des actions le 26 Juillet pour l'amélioration de la qualité des repas fournis par l'employeur et le 1^{er} Octobre pour une augmentation de salaire, cette dernière n'aboutissant pas. Il est intéressant de lire le télégramme envoyé par le Ministre de l'Intérieur au Préfet suite à ce dernier mouvement :

«Dans le cas où des conflits se produiraient dans votre département, je vous prie très instamment de surveiller l'attitude des étrangers qui y participeraient. Vous ne devez pas hésiter à me proposer l'expulsion d'urgence de ceux qui vous apparaîtraient comme prenant une part particulièrement active au mouvement».

On voit, avec ce texte, que l'expulsion est une des armes coutumières des Ministres de l'Intérieur...



1919 - Manifestation après l'acquiescement de l'assassin de Jaurès

Au fil de l'année 1918, même si ce n'est pas des conflits spectaculaires, on trouve dans le département de nombreux foyers de mécontentement ou des situations atypiques qui laissent apparaître de nombreuses interrogations.

Janvier 1918, l'Union des Ouvriers de la Métallurgie demande une augmentation de salaire ; celle-ci n'est pas soutenue par les délégués des Forges de Cran (on voit là l'opposition entre les deux courants qui traversent la CGT).

On trouve en Janvier 1918 une manif chez Schmitt et Roost et Cie. Le mécontentement existe.

En Mars 1918, à l'usine Martin d'Alby, à un ouvrier qui demande une augmentation, la «main d'œuvre militaire» lui dit qu'il est suffisamment payé !

Par contre, le 29 Août 1918, le commissaire de police d'Annecy note une augmentation de salaire de 20% chez Staubli et Stunzi, suite à l'augmentation du coût de la vie.

Aux établissements Passy à Thônes qui travaillent indirectement pour l'armement, rien à signaler en Mars 1918, idem en Août, mais il y a eu 25% d'augmentation de salaires !

Les mouvements touchant la France, que l'on a vus plus haut pour l'année 1918, n'ont pas eu, à notre connaissance, plus d'écho en Haute-Savoie. Mais, deux mois après la fin de la guerre, le 7 Janvier 1919, des grèves se déclenchent à l'usine Schmid, Roost et Cie (fabrique de roulements SRO), suite au remplacement d'ouvriers français par des suisses allemands. Un soutien important vient d'autres entreprises qui cessent aussi le travail.

Les mouvements sociaux en Haute-Savoie durant la Grande Guerre voient apparaître une nouvelle classe ouvrière. Avant la guerre c'était principalement les cheminots ou les travailleurs du bâtiment et des travaux publics (même s'ils ne portaient pas ce nom à l'époque) qui étaient sur le devant de la scène ; avec la guerre les ouvrières du textile, les ouvriers de la métallurgie ont toutes leurs parts dans l'action. Ce constat départemental est similaire à celui national.

Ah, j'oubliais. Dernière remarque, ces femmes qui ont osé se rebeller, faire grève.... n'avaient pas encore le droit de vote !

• Jean-Paul DUNOYER

SOURCES :

- Archives IHS T7
- Archives départementales de la Haute-Savoie
- Les ouvriers, la patrie et la révolution 1914-1919. Jean-Louis Robert - les éditions ouvrières
- «Nous crions grâce». Thierry Bonzon, Jean-Louis Robert - les éditions ouvrières
- Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale. Alfred Rosmer
- Pour la CGT mémoires de luttes 1902 - 1933. Benoît Frachon

Et au lendemain de la guerre, la CGT revendique, et obtient, ce qui est considéré comme une révolution à l'époque : la journée de 8 heures !



Pour compléter votre connaissance sur cette période ...

*quelques livres
parmi d'autres
traitant de la guerre
de 1914
dans la Bibliothèque
Guy Brassoud
de l'IHS 74*



- Histoire de l'Allemagne contemporaine (Bleu 948 08 BAD)
- nombreux livres sur Jean Jaurès,
dont (Blanc, bd jan); (Bleu 944 081 jan);(Bleu 977 07 jan)
- Le syndicalisme en Europe à l'épreuve de l'Histoire
(Vert 311 88 xxx)
- Les damnés de la terre - l'affaire des cartes (Bleu 944 08 con)
- Carnets de guerre de Pierre Pasquier (Bleu 944 0814 Fai)
- 500 Témoins de la Grande Guerre (Bleu 944 0814 xxx)



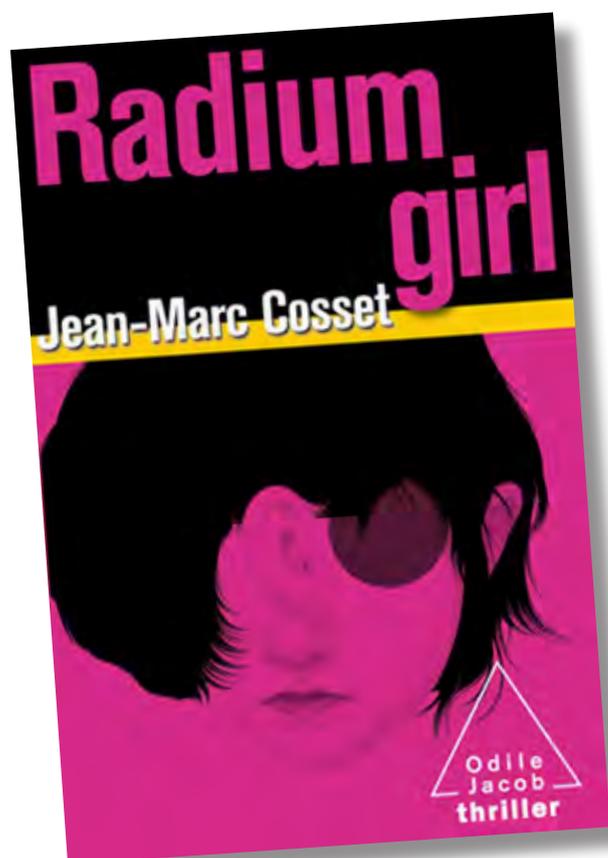
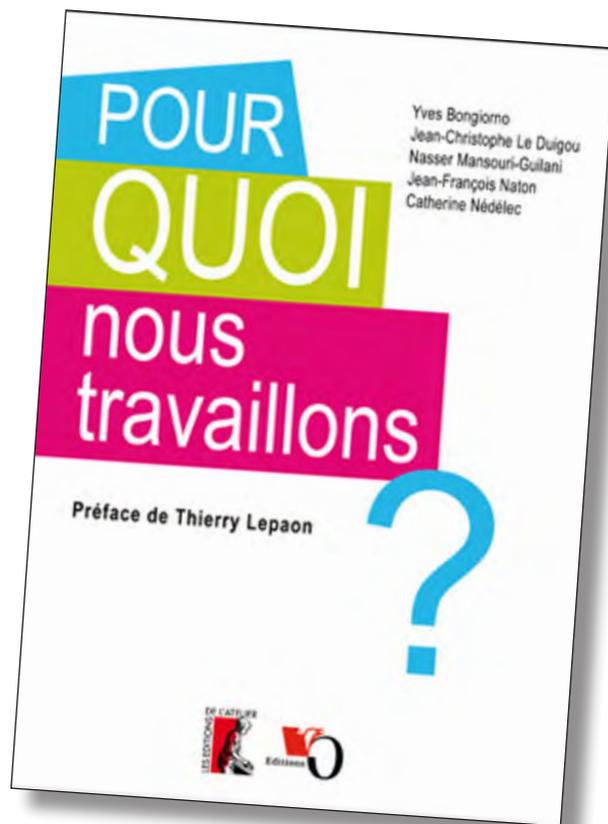
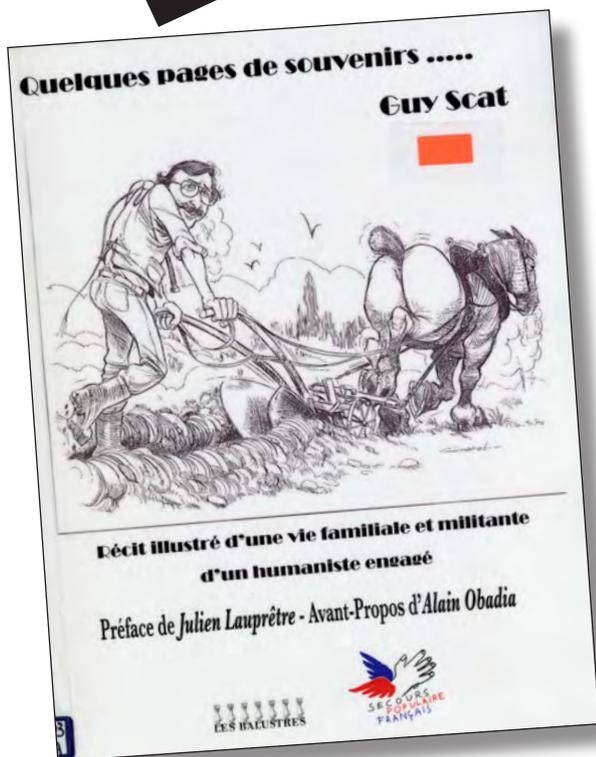
Paroles de Travailleurs ...

Que veut dire l'expression : «il a fondu le plomb» ?

Employée par les Cheminots pour dire qu'une personne est déçue, cette expression fait référence à «fondre le plomb», terme employé par les mécaniciens à la vapeur quand, ayant trop chauffé la chaudière avec un manque d'eau «le plomb» sécurité fondait rendant toute production de vapeur impossible, immobilisant la machine...

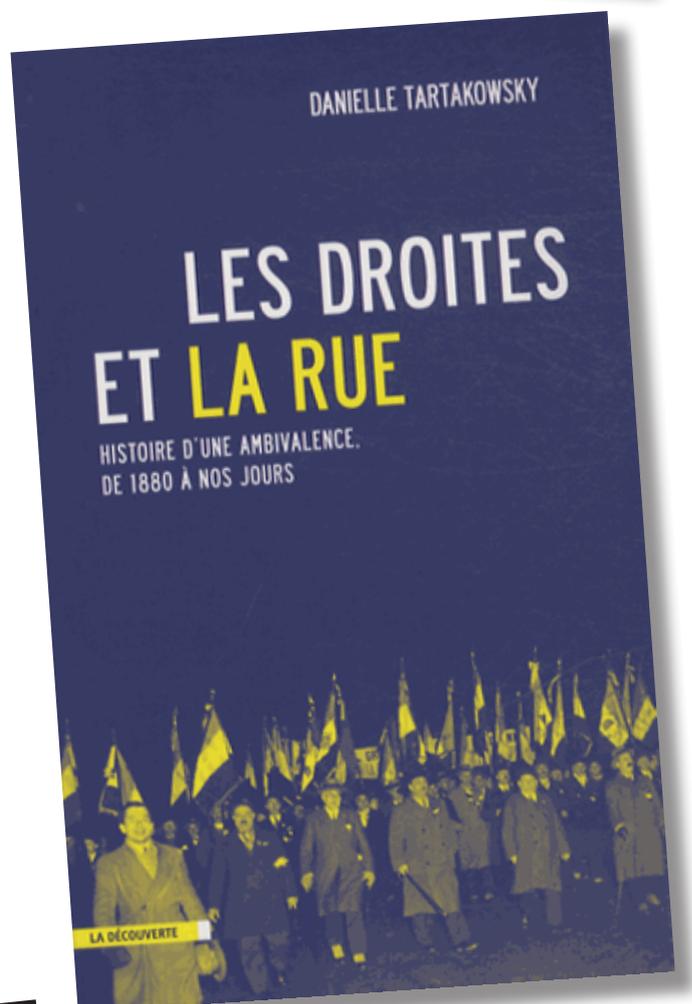
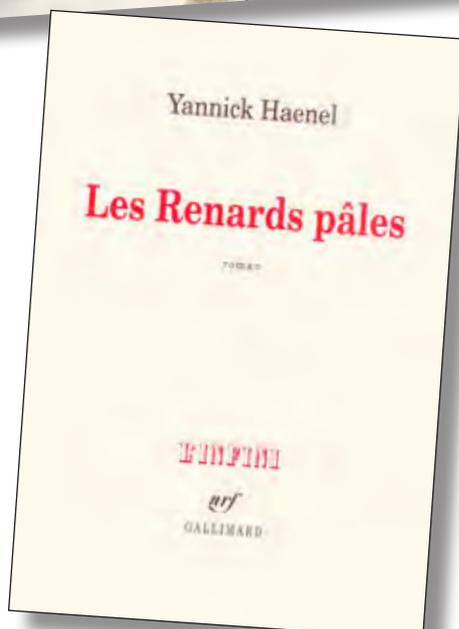
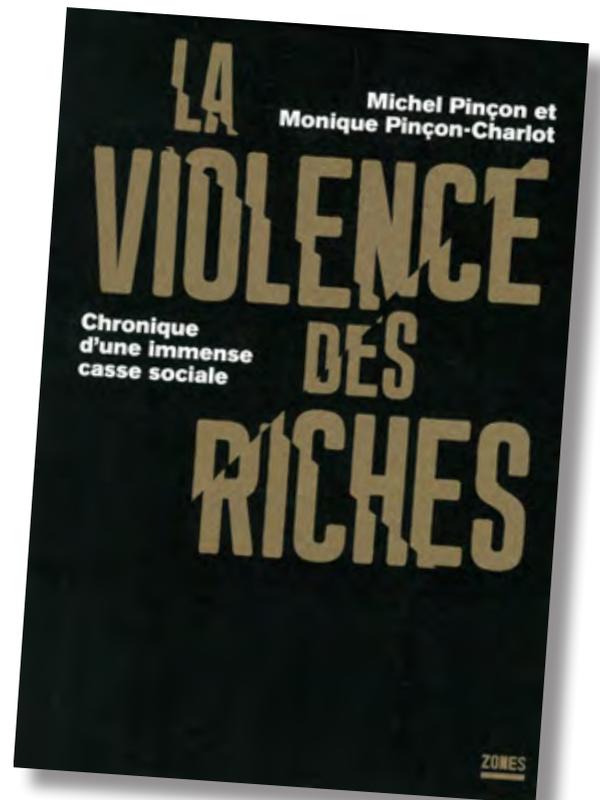
Notre Bibliothèque

Les Nouveautés



Notre
Bibliothèque

Les
Nouveautés



Notre Bibliothèque

Les Nouveautés

Les Femmes
des PTT
et
la Seconde
Guerre mondiale

Charles Sancet

Préface de Laurence Thibault



CES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE

Éditions Tirésias



Alain Dubin

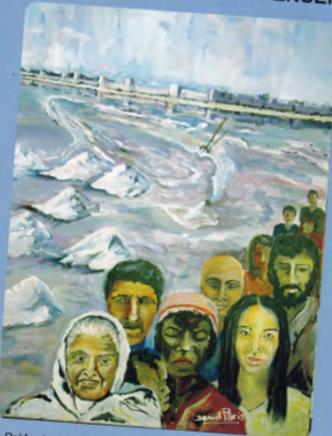
Histoire de l'usine du Giffre

1897-1994

Le Tour

INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE
DU GARD

Aigues-Mortes 1893-2013
COMPRENDRE POUR VIVRE ENSEMBLE



Préfacé par Alain Clary, ancien député-maire de Nîmes

LÉONORA MIANO

La saison
de l'ombre

roman

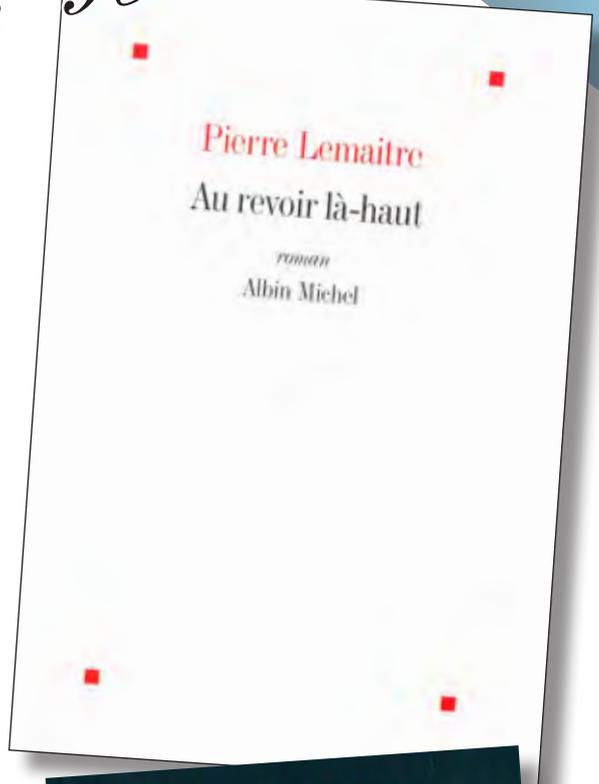
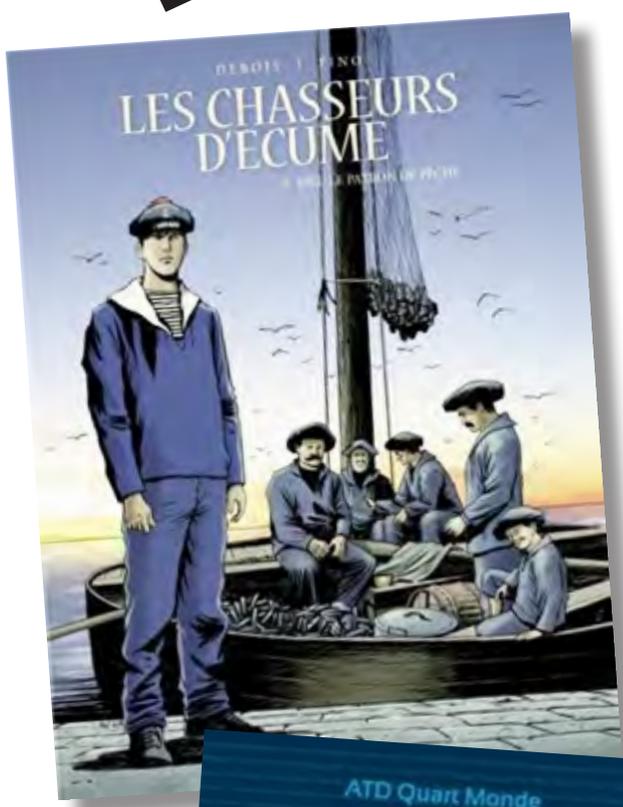
Grasset

Notre
Bibliothèque

Lire pour
réfléchir
AGIR

Les
Nouveautés

se distraire





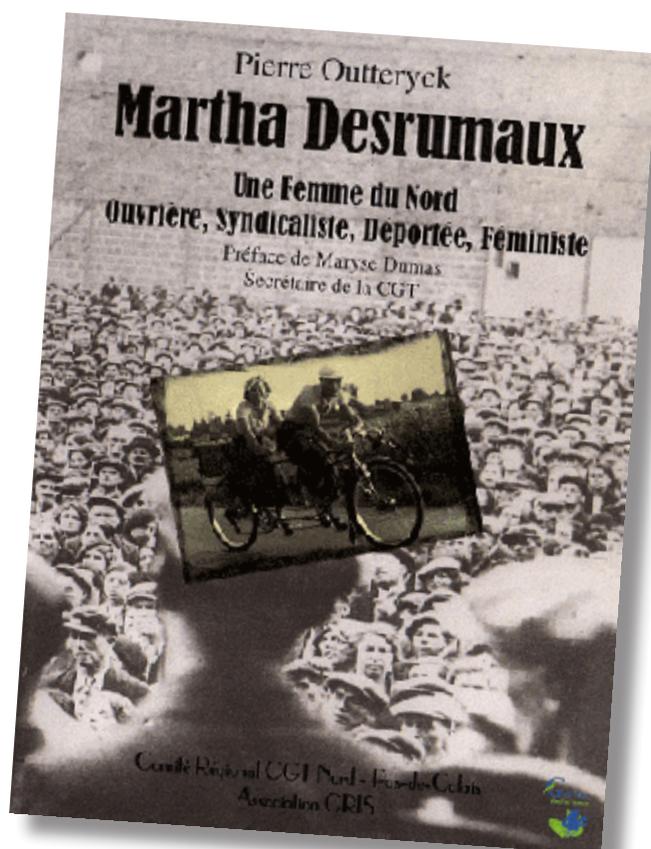
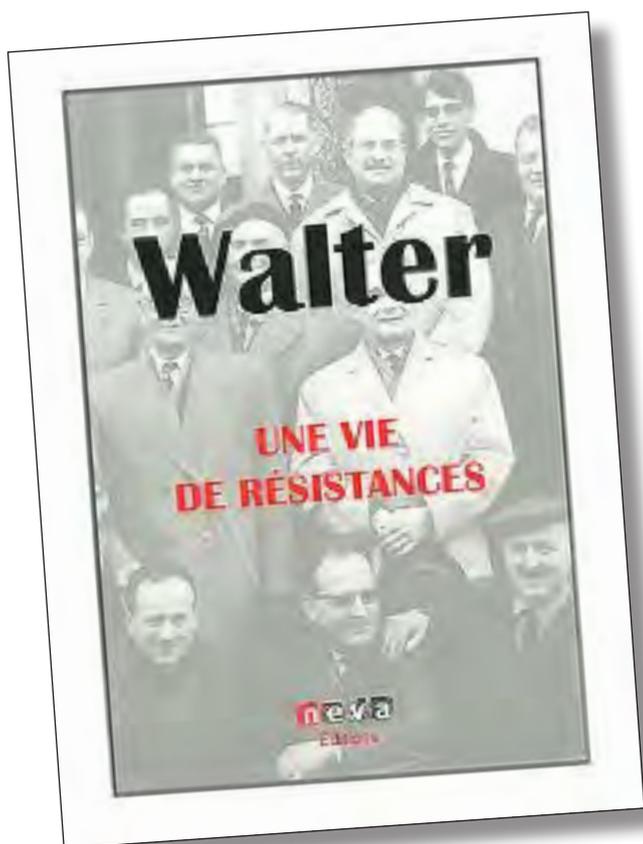
Bibliothèque Guy BRASSOUD

Institut CGT d'Histoire Sociale de Haute-Savoie

29 rue de la Crête - 74960 Cran-Gevrier

Tél. 04 50 67 92 09

Les Nouveautés Livres Mai 2014



Pour emprunter des livres :

Vous devez vous acquitter d'une cotisation annuelle de 8 euros.

GRATUITÉ POUR LES ADHÉRENTS DE L'IHS

Vous pourrez alors emprunter 3 livres (dont 1 seule nouveauté) pour une durée de 4 semaines, si vous souhaitez prolonger la durée de votre prêt, merci de le signaler (par téléphone ou mail)

Vous pouvez consulter l'ensemble des livres disponibles à la bibliothèque sur notre site :

<http://www.ihs74.fr/>

Nous contacter : ihs74@orange.fr